

Réforme du Code du travail : Pitié pour les patrons !

Pauvres patrons ! Qui pourrait imaginer leurs soucis, leurs angoisses, leurs cauchemars ? Heureusement, Hollande est là, à leur chevet, pour leur tenir la main. Il compatit... Et voici le projet de loi de sa ministre du travail, El Khomri : une refonte du Code du travail rêvée par la droite et le Medef, dernière salve de l'artillerie lourde que le grand patronat dirige contre les travailleurs.

Hollande au chevet de nos malades imaginaires...

« Je souffre », je « manque de liberté », se plaint le patronat. Hollande se précipite. Gattaz, patron du Medef, pleurniche : le Code du travail, les conventions collectives... ça lui fait mal ! « *C'est l'accord d'entreprise* » qui doit prévaloir, selon lui. Alors Hollande projette de faire passer les accords d'entreprise avant les accords de branche, histoire de diviser les salariés. Chaque patron pourra faire sa politique dans sa boîte sans se soucier de la loi ni des conventions collectives.

Il nous faut totale liberté de licencier, revendiquent les patrons. Comme Air France, en somme, qui vient d'annoncer de nouvelles suppressions de postes quand le groupe fait des profits record. Et la liberté des licenciés ? Hollande n'y songe pas. Avec le projet de loi El Khomri, les licenciés n'auront même plus à prétexter des difficultés économiques pour nous mettre sur la paille.

Raisonnement suprême : il faut faciliter les licenciements... pour lutter contre le chômage ! Comme si l'envolée des plans de licenciements ces dernières années (baptisés « plans sociaux ») avait créé des emplois.

... pour mieux saigner les salariés

Ce n'est pas tout. Gattaz demande de « *plafonner les indemnités de Prud'hommes* », pour que les licenciements individuels aussi ne coûtent rien aux patrons. Et la Cour des comptes préconise quant à elle de réduire les indemnités de chômage et leur durée. C'est l'objectif des négociations de l'Unedic qui viennent de s'ouvrir. Les chômeurs de longue durée pourront se rabattre sur le RSA et les Restos du cœur.

Plus les patrons licencient... plus ça entraîne le déficit de l'Unedic... que l'on comble en faisant payer les chômeurs. La boucle est bouclée.

Mais quitte à être totalement libres et décomplexés, les patrons en veulent plus. Ils réclament d'en finir légalement avec les 35 heures – qu'ils ont déjà enterrées dans les faits dans bien des entreprises. Alors Hollande envisage la possibilité de journées de 12 heures, de semaines de 48 heures... Mais pas plus de seize semaines d'affilée à 46 heures par semaine, précise-t-il tout de même. Merci !

Quant aux salaires, les patrons pourront les baisser au nom de la sacro-sainte compétitivité... grâce à des « *referendums en entreprise* » : autant dire demander à chaque salarié dans un isolement à quelle sauce il veut être mangé, chantage au licenciement collectif à l'appui en cas de refus.

À quand leur gueule de bois ?

Voilà un gouvernement comme le grand patronat les aime. Mais, de leur côté, si les confédérations syndicales s'indignent, plus ou moins, c'est surtout pour pleurer après le « dialogue social », dont elles craignent de se voir privées. Ce prétendu dialogue social qui n'a jamais servi qu'à faire entériner par les syndicats les exigences patronales et amène déjà certains dirigeants syndicaux à proposer seulement de « *rectifier* » le projet de loi... pour mieux nous le faire avaler ?

Et du côté des salariés, des flexibilisés, des précarisés, des licenciés ? Ce n'est pas le moment de se plaindre, mais plutôt de préparer des lendemains qui déchantent pour le patronat. Ils mènent leur lutte de classe contre la nôtre ? Nous n'avons pas, comme eux, le gouvernement à notre botte. Mais nous avons notre nombre, nos années de colère accumulées, tous secteurs confondus. Et ils ne seraient rien sans nous.

Qu'ils sablent le champagne dans leurs conseils d'administration, qu'ils trinquent à la mort programmée du Code du travail.

À nous de leur préparer une sacrée gueule de bois.

Chasse au DAEC

En ce début d'année la direction de PSA La Garenne est à la peine pour continuer sa saignée dans les effectifs. Il faut dire que le harcèlement Sodie dont on fait l'objet ne semble pas susciter de nouvelles vocations au départ, après tant d'années de plans de départ. Alors les RH misent sur le vieillissement... et c'est la chasse à l'ouverture de nouveaux dossiers dits "seniors". Une drôle de conception du volontariat.

Propagande indigeste

La direction a fait imprimer sur les serviettes de table fournies à la cantine une « information » censée nous alerter sur les risques de vols de données. L'énorme sous-entendu étant évidemment que le pire aurait pu être évité, si les salariés suivaient les règles infailibles pondues par les d'entreprises quelles qu'elles soient. On passe sur le pourcentage sorti du chapeau concernant des « entreprises » aux contours bien flous. Peut-être une astuce marketing pour nous attirer sur leur site internet ? En tout cas les dites serviettes ont toutes fini au vide ordure.

La DSIN ne compte pas se laisser faire !

Après l'annonce du passage à la sous-traitance vers Cap Gemini de la DSIN, la colère des collègues concernés ne s'est pas fait attendre. Sur Rennes une quinzaine de salariés ont décidé de porter une pancarte sur le dos « PSA m'a vendu » et vont à la rencontre de leurs collègues expliquer l'énigme sale coup de la direction. Au pôle tertiaire, vendredi 12 février ce sont 150 collègues, concernés par la vente ou simplement solidaires, qui se sont rassemblés dans le hall principal. Et une centaine au même endroit le lundi 22 février lors d'un CCE. C'est bien la mobilisation de tous les salariés qui est nécessaire pour imposer à la direction de ravalier son plan de vente des 198 salariés de la DSIN.

Il pleut du cash

Faurecia, qui appartient pour moitié à PSA vient d'annoncer pour l'année 2015 un résultat net en hausse de 123 % (370 millions d'euros). Tout comme chez Renault qui a annoncé 2,96 milliards de bénéfices nets, c'est la fête à Faurecia qui a d'ores et déjà fait savoir que les dividendes versés aux actionnaires seraient doublés. PSA laisse entendre que ses résultats seraient eux aussi exceptionnels... On en sait quelque chose. En production, toutes ces annonces riment avec overtime, congés fractionnés, cadences infernales, salaires bloqués et postes supprimés. Chez nous, overtime et fractionnement mis à part, le tableau est similaire. Le NCS ne laisse personne indemne. Ces résultats sont dus à notre travail, ce sont nos salaires qu'il faut augmenter, pas les dividendes.

Nos emplois font leurs profits

La direction de PSA a annoncé la suppression progressive de l'équipe de nuit à l'usine de Poissy.

Cela va entraîner la suppression de plus de 740 emplois dans l'usine, dont l'effectif s'est déjà beaucoup réduit. Pourtant, le groupe PSA a engrangé 571 millions d'euros de bénéfices rien qu'au premier semestre 2015. Le nombre de voitures produites ne baisse pas, mais elles sont fabriquées par toujours moins de salariés, pour qu'un nombre encore plus réduit d'actionnaires s'enrichissent toujours plus. Le gouvernement fait tout pour aider le patronat à licencier plus facilement. Il faudrait surtout interdire les licenciements !

PSA servi sur un plateau...

La direction PSA comptait remettre sur la table un NCS n° 2 courant 1er semestre 2016. Avec la loi El Khomri sur la réforme du code du travail, écrite par le MEDEF, il n'est pas dit qu'elle ait encore à se fatiguer à rédiger quelque chose tant le gouvernement lui facilite la tâche. Du côté des salariés loi El Khomri ou NCS n°1 et n°2, c'est bonnet blanc et blanc bonnet, c'est à combattre.

Les banquiers vont au paradis

Entre 2004 et 2011, la banque suisse UBS a organisé une vaste opération de fraude fiscale en France. Plus de 38 000 personnes ont déposé 8,4 milliards d'euros sur des comptes non déclarés. Les « chasseurs » de la banque organisaient de manière illégale cette évasion vers la Suisse. Ces chasseurs n'ont pas grand mérite : tous les gibiers de haut vol viennent leur manger dans la main. Des célébrités, des grands patrons et même la femme du précédent Président de la République sont concernés.

Selon plusieurs enquêtes, sur les 15 dernières années, les seules multinationales françaises auraient placé 370 milliards d'euros dans des paradis fiscaux avec l'aide des banques. Cela n'empêche pas les mêmes de nous entonner leur refrain : « désolé, y'a plus de sous ! »

Profiteurs de haut vol

La direction d'Air France-KLM a annoncé un bénéfice net de 118 millions d'euros pour l'année 2015. Dans le même temps, son PDG a confirmé la suppression de 1 600 nouveaux postes d'ici à 2018. Les patrons l'avouent eux-mêmes, il ne s'agit pas de « sauver l'entreprise », mais de faire plus de profits que la concurrence.

En octobre dernier, la grève d'Air France avait coûté sa chemise au DRH. Il en faudra davantage pour mettre un terme à cette logique infernale.

Pas de petits profits à Airbus

Dans une entreprise où les bénéfices annuels se comptent en milliards d'euros, la direction en veut plus. Airbus France veut en effet supprimer le temps d'habillage et de déshabillage.

C'est sans compter la colère des travailleurs, qui ont débrayé à Nantes pour dire aux patrons qu'ils pouvaient aller se rhabiller.